

Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté Secteur élevage

Rapport de mission à Djibouti

Du 20 au 28 février 2003

Par B. Faye



Dromadaires destinés à l'exportation : Parc de Nagad (Ph. Abdallah Barkat)

Rapport CIRAD-EMVT N°2003-004

Mars 2003



CIRAD-EMVT
Elevage et Médecine Vétérinaire Tropicale
TA 30 / A
Campus International de Baillarguet
34398 Montpellier Cedex 5 - FRANCE

© FAO / CIRAD-EMVT 2003

Tous droits de traduction, de reproduction par tous procédés,
de diffusion et de cession réservés pour tous pays.

AUTEUR(S) : B. FAYE

ACCES AU DOCUMENT :
- au service de documentation
du CIRAD (bibliothèque de
Baillarguet)

ORGANISME AUTEUR : CIRAD-EMVT

**ACCES A LA REFERENCE DU
DOCUMENT :**
Libre

ETUDE FINANCEE PAR : FAO

TITRE : Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté - Secteur élevage - Rapport de mission à Djibouti du 20 au 28 février 2003 -Rapport n° 2003-004.

TYPE D'APPROCHE : Appui scientifique et technique externe

DATE ET LIEU DE PUBLICATION : Mars 2003, Montpellier, France

PAYS OU REGIONS CONCERNES : Djibouti

MOTS CLES : Pauvreté - Elevage - Commercialisation bétail - Pasteurs - Péri-urbain

RESUME

Cette mission avait pour but de formaliser avec les partenaires djiboutiens les éléments de stratégie du secteur élevage dans le cadre de la réduction de la pauvreté. Les éléments stratégiques peuvent se résumer en 5 axes stratégiques : (1) sécuriser les zones pastorales, (2) promouvoir un secteur marchand dans les systèmes péri-urbains, (3) investir dans la mise en place d'une structure efficace de ré-exportation du bétail régional par le port de Djibouti, (4) impliquer les activités d'élevage dans les opérations de préservations des écosystèmes fragiles tels que les mangroves et la forêt du Day, (5) contribuer à la protection des consommateurs et de la santé publique.

Ces différentes actions ont fait l'objet d'une analyse déclinée en projets présentés sous forme d'une « matrice d'actions », élément central du document de stratégie de réduction de la pauvreté qui doit être présenté par le gouvernement djiboutien aux bailleurs de fonds.

SOMMAIRE

Remerciements	1
Rappel : le rôle de l'élevage dans la lutte contre la pauvreté	2
Considérations générales sur l'élevage à Djibouti	5
Actions transversales intéressant le secteur élevage	7
(a) Sécurité alimentaire	8
(b) Renforcement des capacités institutionnelles	8
(c) Amélioration de l'accès au crédit	9
Actions pour le secteur élevage	10
(a) Amélioration du statut sanitaire du cheptel national : Programme Pan-Africain de Contrôle des Epizooties	11
(b) Sécurisation de l'élevage pastoral : programme d'appui à l'élevage pastoral	12
(c) Promotion du commerce régional de bétail	12
(d) Promotion d'un secteur d'élevage marchand en zone péri-urbaine	14
(e) Intégration des activités d'élevage dans la préservation des écosystèmes fragiles	14
Conclusion	14
Documents consultés	15
Annexes	16
Annexe 1 - Chapitres intégrés dans le document stratégique de réduction de la pauvreté	17
Annexe 2 - Calendrier de la mission	19
Annexe 3 - Matrice des actions prioritaires 2003/2005	20

Remerciements

Je remercie mes collègues de la Direction de l'élevage que j'ai revus avec plaisir à l'occasion de cette mission. Un clin d'œil particulier à Moussa Cheick, directeur du service et surtout à Abdallah Barkat pour sa présence permanente et agréable pour faciliter mon séjour.

Merci également à M.L. Lajaunie (Banque Mondiale) qui a pris soin de cette mission avec beaucoup d'attention.

L'objectif de la mission est de contribuer à l'élaboration du cadre stratégique de lutte contre la pauvreté sur la base du document proposé par le gouvernement djiboutien appuyé par la Banque Mondiale. Ma mission s'inscrit dans la partie consacrée au secteur primaire incluant l'élevage, l'agriculture et la pêche. Dans le document préparatoire, la matrice des actions prioritaires incluait des actions transversales (amélioration de la sécurité alimentaire, amélioration de l'efficacité des services de l'administration, amélioration de l'accès des pauvres aux facteurs de production) et des actions sectorielles élevage (PACE, projet d'appui à l'élevage pastoral, projet de développement des infrastructures pour le commerce du bétail).

Au cours de la mission ont été abordés ces deux aspects en précisant pour chacun d'entre eux le détail des actions stratégiques possibles.

RAPPEL : le rôle de l'élevage dans la lutte contre la pauvreté¹

On peut considérer qu'il y a trois sortes d'éleveurs pauvres. Le plus démuné de tous est **celui qui n'a plus d'animaux**. La perte totale des animaux pour un éleveur et dans un pays comme Djibouti à forte tradition pastorale est sans doute le summum imaginable de la déchéance, puisqu'en perdant son cheptel, l'éleveur perd son statut. On ne peut guère prétendre être éleveur quand on n'a plus rien à élever. L'appauvrissement économique se double alors d'une paupérisation culturelle et symbolique.

Le second type d'éleveur pauvre est **celui qui dispose d'un troupeau trop petit ou pas assez productif pour en vivre**. Autrement dit la capitalisation n'est pas suffisante pour dégager des surplus en terme de produits d'origine animale commercialisables ou échangeables, voire encore plus simplement pour satisfaire les besoins alimentaires de base de l'unité familiale par autoconsommation. La notion d'effectif insuffisant a été l'objet à plusieurs reprises d'analyse détaillée de la part d'organismes de développement afin d'estimer un effectif-seuil permettant à un individu ou une famille de se situer au-delà du seuil de pauvreté. Bien évidemment, la notion de taille insuffisante du troupeau n'a de sens qu'en intégrant l'activité d'élevage dans l'ensemble des revenus de la famille.

Le troisième type d'éleveur pauvre est **celui qui en dépit d'un troupeau de taille suffisante ou de bonne productivité ne parvient pas à dégager un revenu suffisant du fait d'un taux d'endettement considérable**. Il s'agit de situations où l'éleveur se trouve enfermé dans une situation d'appauvrissement consécutif à des investissements disproportionnés par rapport à ses capacités de remboursement. Les crédits attribués aux éleveurs doivent tenir compte des marges disponibles en fonction de la taille et/ou de la composition du troupeau, mais aussi des spéculations attendues de l'exploitation des animaux (le lait par exemple est souvent plus rémunérateur que la viande) et des espèces concernées (la productivité numérique est d'autant plus élevée qu'il s'agit d'espèces à cycle court).

¹Cf. Faye B., 2001. *Le rôle de l'élevage dans la lutte contre la pauvreté*. Rev. Elev. Méd. Vét. Pays Trop., 54, 231-238.

Cette typologie a des conséquences évidentes sur les actions de développement associées. Il n'est pas envisageable en effet de mener les mêmes types d'opérations en matière de lutte contre la pauvreté selon que l'on a affaire à un éleveur sinistré qui a perdu son bétail (d'où l'importance de la sécurisation), un petit éleveur qui n'arrive pas à capitaliser (d'où l'appui à un encadrement technique susceptible de diminuer les pertes par maladies) ou un éleveur surendetté (d'où l'appui à la commercialisation des produits de l'élevage). Les priorités et les modes d'intervention devront s'adapter aux situations observées. Par ailleurs, ces trois types d'éleveurs pauvres peuvent correspondre à différents stades de paupérisation d'une même personne.

Les pauvres des pays en développement tirent généralement leurs moyens de subsistance de leur travail, notamment de celui provenant de la valorisation de leurs terres ou des terres communautaires. L'élevage, de ce point de vue, joue un rôle multiple dans la lutte contre la pauvreté. Des études de cas dans différents pays du Sud ont montré notamment que dans une même communauté, la part de l'élevage dans les revenus est en moyenne plus élevée dans les ménages pauvres comparés aux ménages les plus nantis (tableau 1).

Tableau 1. Part du revenu en p.100 issue de l'élevage chez les ménages riches et les familles pauvres (d'après Delgado *et al.*, 1999, adapté par ILRI, 1999).

Pays (zone)	Le plus riche	Le plus pauvre
Sénégal (zone aride)	14	24
Sénégal (semi-aride)	8	10
Philippines	10	23
Pakistan	9	25
Egypte	14	63

L'élevage intervient à cinq principaux niveaux pour répondre à l'allègement de la pauvreté. Ces niveaux ne sont évidemment pas exclusifs.

Le premier niveau d'intervention de l'activité d'élevage se caractérise par son rôle de **sécurisation**. Le pauvre se définit d'abord par sa vulnérabilité sociale (risque d'exclusion), économique (perte totale de revenus), voire physique (risque d'incapacité physique). Par ses produits, ses revenus et la place qu'il confère dans la société, l'élevage représente un élément fort de sécurisation. Au plan alimentaire d'abord (*sécurisation alimentaire*) compte tenu de la part importante d'autoconsommation qui permet aux membres de la famille de l'éleveur d'avoir accès à des protéines animales (lait, œufs, viande) qui peuvent être parfois considérées comme des produits de luxe : c'est le cas par exemple du lait frais qui, à Djibouti notamment, n'est disponible localement qu'à un prix supérieur au marché mondial, donc très cher pour des revenus modestes. L'élevage urbain joue également ce rôle auprès de populations issues de l'exode rural. L'élevage prend aussi sa part dans la *sécurisation de l'outil de travail* et il peut être utile de rappeler ici l'importance de la culture attelée dans la mise en valeur agricole, et plus globalement, le rôle de la force animale dans les activités de transport et de travail agricole. Toutefois, la

marginalité de l'activité agricole à Djibouti n'attribue pas à élevage un rôle majeur sur cet aspect.

L'activité d'élevage est également un atout dans le *maintien de la fertilité des sols* par le transfert des matières organiques animales vers les terres de culture. Il s'agit d'une assurance de productivité accrue du travail de la terre propice à l'amélioration du revenu du paysan. L'appui à l'intégration agriculture-élevage dans les systèmes agricoles jardiniers de la périphérie des villes (exemple d'Ambouli à Djibouti) est un élément essentiel de sécurisation de la fertilité des sols.

Plus généralement, l'activité d'élevage remplit une fonction *d'épargne à court terme* (ce rôle est joué de façon prépondérante par les espèces à cycles courts) qui sécurise le producteur et sa famille dès lors qu'elle doit faire face à des dépenses prévues (frais de scolarité, impôts et taxes diverses) ou non (accident, maladie, frais de funérailles) nécessitant la mobilisation rapide de liquidités. La vente d'une part du bétail dans un tel contexte permet à l'éleveur de satisfaire à une demande rapide de fonds tout en évitant de s'enfoncer dans une logique d'endettement. Il est intéressant de noter à ce stade, les mécanismes de sécurisation mis en place par les acteurs économiques vivant exclusivement de l'élevage pastoral. Les mécanismes de transmission et de circulation du bétail remplissent par exemple une fonction assurant un certain "égalitarisme" des groupes domestiques constituant la communauté pastorale. La redistribution des produits (confiage, prêts) ou de bétail contre travail (contrats de gardiennage) contribue à maintenir une certaine cohésion sociale.

La sécurisation assurée par le bétail est même plus globalement d'ordre *monétaire* : un produit comme le lait, de par sa disponibilité quotidienne pour la mise sur le marché, permet d'assurer une trésorerie, ce qui n'est pas possible avec la plupart des cultures annuelles ou pérennes dépendant d'une récolte en général annuelle.

Le second rôle de l'élevage est celui qui permet au propriétaire d'assurer une **capitalisation**, meilleur moyen de sortir de la spirale de l'appauvrissement. La littérature est surabondante pour critiquer la pratique de l'accumulation de bétail notamment chez les pasteurs aux dépens de la productivité. Il ne faut pourtant voir là en priorité qu'une stratégie limitant la fragilisation du statut social et économique de l'éleveur en cas de perte massive lors de crises climatiques ou de conflits.

Le troisième rôle de l'élevage dans le cadre de la lutte contre la pauvreté est représenté par sa fonction de **diversification** des activités. Il ne s'agit pas d'ailleurs, des seules activités agricoles. En milieu urbain, l'élevage est une source complémentaire de revenus pour des populations exerçant d'autres métiers que celui de paysan : commerçants, artisans ou fonctionnaires. Chez ces derniers, dans les contextes économiques récents de certains pays d'Afrique caractérisés par de considérables retards de salaire, l'élevage urbain, même à petite échelle a permis une diversification des sources de revenus. L'avantage de la diversification est qu'elle diminue les risques inhérents à une production unique. Par ailleurs, de par les variations saisonnières du marché, les opérateurs économiques peuvent jouer sur plusieurs produits dont les fluctuations ne suivent pas les mêmes lois, s'assurant

ainsi un revenu régulier. La diversification est aussi une façon d'utiliser une main-d'œuvre familiale autrement peu, voire non productive.

L'activité qui consiste à élever des animaux représente également un puissant facteur d'**intégration économique** dès lors que cela dépasse le stade de l'autoconsommation. La possession d'animaux de rente permet de passer d'une situation d'assisté à celle d'acteur économique. Par ses produits, l'éleveur intègre des logiques de filière, s'inscrit dans des stratégies d'optimisation des crédits et des revenus. Les programmes de crédit visant à répondre aux besoins des pauvres accordent assez facilement des prêts pour des petits projets d'élevage dont les femmes sont très demandeuses : 45 % des femmes emprunteuses choisissent un projet d'élevage (contre 19 % pour les hommes). En moyenne, le tiers des emprunts est destiné à l'achat de bétail ou à des projets volailles ou pêche². L'éleveur peut aussi être associé moyennant un investissement minimum à la transformation de ses produits (produits laitiers notamment) qui assure une plus-value rémunératrice.

Enfin, l'élevage demeure un important facteur d'**intégration sociale**. On sait le prestige associé à un grand troupeau dans bien des sociétés pastorales où les transactions de bétail au moment des événements importants de l'existence (dot pour le mariage, pré-héritage, sacrifices au moment du décès) sont primordiales. Le bétail assure un statut social aux individus, une reconnaissance qui signifie la sortie de l'état de pauvreté. L'habitude de perpétuer une activité d'élevage en situation urbaine n'est pas étrangère non plus à ce souci de reconnaissance sociale. Les pasteurs ont développé depuis longtemps des stratégies de survie par un partage du risque dans l'espace (mobilité des troupeaux), entre espèces (élevage de troupeaux plurispécifiques) et dans le temps (confiage et retour de confiage). Ce dernier point permet de construire un réseau d'alliances et de solidarité sociale reposant entièrement sur le cheptel (*l'intila* des Afar par exemple). L'appartenance à un tel réseau est la marque d'une forte intégration sociale.

CONSIDERATIONS GENERALES SUR L'ELEVAGE A DJIBOUTI

Avec 1 million de têtes de petits ruminants, 40 000 têtes de bovins et 50 000 têtes de dromadaires, Djibouti dispose d'un cheptel assez important rapporté à la population humaine (en moyenne 0,5 Unité Bétail Tropical par habitant). Ces chiffres s'appuient cependant sur un recensement datant de 1978 et il est probable que les effectifs réels soient plus importants d'autant plus qu'il existe de nombreux mouvements d'animaux en provenance et vers les pays voisins. Bien que ne représentant officiellement qu'à peine plus de 3 % du PIB, les activités du secteur élevage occupent près du tiers de la population active et une majorité de la population rurale pratique l'élevage transhumant ou sédentaire. C'est souvent même la principale activité permise par les conditions géo-climatiques. Avec les emplois induits par cette activité, on peut estimer que 30 à 35 % de la population vit de l'élevage et de ses activités connexes (propriétaires de troupeau, gardiens de troupeau, collecteurs et transporteurs de fourrages, opérateurs en hydraulique pastorale et irrigation, abatteurs, bouchers et distributeurs de produits animaux, courtiers et agents privés ou publics associés aux opérations commerciales du bétail

²Cf. 21. Rapport sur le développement dans le monde, 1990. La pauvreté. Rapport Banque Mondiale, Washington, 287 p.

et à l'importation des aliments pour bétail, etc.). L'aridité du climat favorise l'implantation et le développement d'un élevage pastoral basé sur les petits ruminants et les dromadaires. L'élevage bovin est préférentiellement concentré dans les zones de montagnes (Monts Goda et Mabila dans le nord) et dans les structures périphériques urbaines permettant à partir de surfaces irriguées pour les cultures fourragères, d'alimenter un cheptel à vocation laitière notamment. Sur le plan des ressources pastorales, les conditions pédo-climatiques ne permettent guère qu'une végétation clairsemée composée de graminées de faible valeur nutritive et d'arbres épineux du genre *Acacia* et *Balanites*. Dans les plaines et les dépressions, on peut trouver des formations denses de graminées associées à des résurgences salées. Globalement les ressources fourragères sont non négligeables sur les 250 000 ha de forêts et de pâturages³ que comprend le pays, mais sont en voie d'évolution régressive exception faite des zones ayant bénéficié d'un programme de restauration (par exemple dans les régions de Dorra et Yoboki).

Il existe peu d'études zootechniques et on ne dispose pas de chiffres récents sur la productivité des cheptels tant sur le plan de la production laitière péri-urbaine que sur la productivité numérique en zone extensive.

Les problèmes de l'élevage à Djibouti peuvent être résumés en quatre points :

- le différentiel de niveau de vie avec les pays voisins (Ethiopie, Erythrée, Somalie) rend difficilement compétitif le cheptel djiboutien, les coûts de production y étant particulièrement élevés,
- le réseau d'accès aux médicaments vétérinaires et à des compétences vétérinaires locales est dramatiquement faible,
- les surfaces fourragères actuellement disponibles pour une intensification de l'élevage particulièrement en péri-urbains sont nettement insuffisantes,
- les potentialités pastorales des zones de parcours sont sous-valorisées par les insuffisances du réseau d'hydraulique pastorale en dépit des réels efforts réalisés dans le passé.

En revanche, Djibouti a des atouts majeurs :

- la présence du port permettrait d'avoir accès à des intrants (notamment céréales) à des coûts plus faibles que les pays voisins enclavés,
- la forte urbanisation (environ 2/3 de la population) implique une forte demande en protéines animales de la part d'une population en moyenne plus aisée que dans les zones rurales,
- les matières premières pour l'alimentation du bétail existent à un prix attractif sur le marché éthiopien voisin,

³Cf. Audru J., Cesar J., Forgiarini G., Lebrun J.P., 1987. La végétation et les potentialités pastorales de la République de Djibouti. Rapport IEMVT, Maisons-Alfort, 384 p.

- les infrastructures portuaires dans un pays politiquement stabilisé entouré de zones de conflits récurrents donnent un avantage comparatif pour les activités d'exportation du bétail de la Corne de l'Afrique principalement vers les pays de la péninsule arabique et l'Egypte, fort importateur d'animaux sur pied (moutons, bovins, dromadaires).

Il découle de ces considérations la stratégie d'action dont les détails seront exposés dans le chapitre suivant (**à intégrer dans la partie 5.2.2 du document stratégique**) :

1. **Sécuriser les activités pastorales** afin de limiter l'exode rural, maintenir une activité économique dans les zones marginales, préserver l'environnement ;
2. **Renforcer le rôle de la république de Djibouti comme place commerciale régionale en matière de commercialisation du bétail d'exportation ;**
3. **Impliquer l'activité d'élevage dans la gestion raisonnée des environnements les plus fragiles** à vocation en partie pastorale (forêt du Day, mangroves, lac Abbé)
4. **Protéger la santé des consommateurs** en renforçant les dispositifs de contrôle de la qualité des produits animaux,
5. **Promouvoir un secteur marchand dans le domaine de l'élevage péri-urbain** incluant notamment la promotion d'un atelier de production d'aliment du bétail afin d'équilibrer les rations alimentaires des animaux destinés au marché (engraissement, marché laitier).

ACTIONS TRANSVERSALES intéressant le secteur élevage

Ces actions s'inscrivent dans le cadre plus général de la stratégie visant (i) à renforcer la compétitivité du pays et à créer les conditions d'une croissance économique forte et durable, (ii) à accélérer le développement des ressources humaines, (iii) à promouvoir les zones de pauvreté à travers la mise en œuvre de programmes ciblés, notamment sur le secteur primaire, (iv) à promouvoir la bonne gouvernance politique. Cette stratégie vaut bien entendu autant pour les actions transversales que pour les actions sectorielles élevage (voir ci-dessous).

Les actions transversales relèvent (a) de la sécurité alimentaire, (b) du renforcement des capacités des institutions, (c) de l'amélioration de l'accès au crédit, (d) de la lutte contre la désertification et de la gestion durable des environnements fragiles.

(a) Sécurité alimentaire

1. Programme spécial pour la sécurité alimentaire phase I (financement BID/FAO)

- intensification des cultures fourragères par irrigation pour l'alimentation des vaches laitières dans la périphérie des villes et aménagements fourragers des zones de montagne, sélection de variétés résistantes au sel ;
- diversification des activités d'élevage sur des créneaux rémunérateurs (poules pondeuses, lapins) et intégration agriculture/élevage dans les zones de culture jardinière ;
- agriculture oasienne dans le cadre d'une coopération Sud/Sud avec le Maroc.

2. Programme sur les risques de contamination de la chaîne alimentaire (financement recherché)

- identification des risques de contamination dans les produits animaux (métaux lourds dans les produits de la pêche, pesticides dans les protéines carnées, résidus d'antibiotiques dans la viande et le lait) destinés à la consommation humaine,
- développement des procédures de contrôle (laboratoire d'hygiène alimentaire).

3. Projet de Développement Rural (PDR) (financement recherché)

- appui à la mise en place de petites unités intégrant agriculture-élevage dans la périphérie des bourgs et des villes de l'intérieur,
- aménagement des infrastructures d'irrigation notamment le long des oueds, pour la production fourragère
- appui à l'organisation de fournitures d'intrants (aliments du bétail, engrais organique, médicaments vétérinaires, matériel de collecte du lait, outillage) pour l'élevage, l'agriculture et la pêche),
- appui à la promotion d'organisation de producteurs.

(b) Renforcement des capacités institutionnelles

1. Projet d'appui institutionnel (financement soumis à la BAD)

- mise en place des sous-directions régionales du développement rural dans le cadre de la prochaine loi de décentralisation,
- réorganisation des services centraux de statistiques agricoles (besoin notamment d'un recensement général de l'agriculture),

- création d'un Centre de Formation Agricole et Pastorale à vocation nationale (formation professionnelle, formation continue),
- appui à la mise en place d'un centre de documentation en élevage et agriculture,
- réhabilitation des locaux de l'administration concernée (MAEM).

2. Renforcement des compétences des cadres techniques du MAEM⁴ (financement à rechercher) : partie élevage

- formation aux techniques d'élevage en milieu péri-urbain (alimentation des vaches laitières, petit élevage, hygiène),
- formation dans le domaine de la qualité et du diagnostic de laboratoire (renforcement du laboratoire d'hygiène alimentaire et du laboratoire de diagnostic),
- formation dans le domaine de la certification, réglementation et contrôle sanitaire,
- appui aux actions de recherche du CERD sur l'élevage.

(c) Amélioration de l'accès au crédit

1. Projet de micro-finance rurale (financement FIDA en cours d'exécution)

- création de caisses locales de micro-finances
- micro-crédit agricole
- épargne

(d) Lutte contre la désertification et gestion des écosystèmes fragiles

1. Mise en œuvre du programme d'action national de lutte contre la désertification (PAN) (financement à rechercher)

- action participative pilote de reboisement et de régénération des pâturages (parcours herbacés naturels, fourrages ligneux),
- sensibilisation à la gestion durable des parcours et aménagement spatial des ressources en eau pour un équilibre ressource hydrique : parcours/effectif du cheptel,
- réhabilitation des infrastructures d'hydraulique pastorale dans les zones de projet et extension des actions d'aménagement hydraulique dans les zones dégradées (techniques de retenue d'eau par des butoirs en demi-lune).

⁴Le vieillissement des cadres et l'érosion des effectifs contribuent peu à peu à une perte des compétences techniques. La dernière formation collective des cadres de l'élevage financée par l'Union Européenne date de 1990 (cf. **FAYE B.**, 1990. *Rapport d'évaluation de la mission d'appui pédagogique INRA-VSF*. Projet PARC-FED, Djibouti, 14 p.)

2. Projet intégré d'aménagement de la forêt du Day

- mise en défens de 3 périmètres démonstratifs (régénération forestière naturelle) et réhabilitation des citernes enterrées (financement acquis Coopération Française),
- réactualisation de l'étude générale d'aménagement intégré (1993) (Financement recherché auprès de la BAD et de la FAO),
- Conservation de la biodiversité et de la gestion durable de la forêt du Day (financement recherché auprès FEM).

3. Aménagement intégré du lac Abbé (financement acquis pour une étude de faisabilité d'un montant de 300000 \$ + co-financement ethio-djiboutien)

- conservation des sols et biodiversité (impact de la concentration des animaux sur la conservation des sols, interactions qualité des sols, valeur alimentaire des parcours et statut nutritionnel du bétail⁵),
- ressource en eau

4. Préservation et gestion raisonnée des mangroves : projet intégré de Khor Angar (financement à rechercher)

- volet élevage : gestion durable de la mangrove pour l'affouragement animal⁶,
- volet pêche,
- volet recherche sur l'écologie de la mangrove,
- volet écotourisme.

ACTIONS POUR LE SECTEUR ELEVAGE

Les actions de réduction de la pauvreté par l'appui au secteur élevage ont pour objectifs (a) de diminuer l'impact des maladies sur le cheptel national, (b) de sécuriser les populations pastorales vivant essentiellement des activités d'élevage, (c) de contribuer à la promotion du rôle de Djibouti comme place commerciale pour la commercialisation du bétail d'origine régionale, (d) d'assurer une sécurité alimentaire

⁵La zone du lac Abbé est affectée par une maladie nutritionnelle touchant essentiellement les petits ruminants. Cette maladie due à une carence en cuivre associée à un excès de molybdène et de soufre dans le milieu provoque des paralysies du train postérieur pouvant se traduire par des mortalités élevées (cf. Faye B., Grillet C., Tessema A., Kamil M., 1991. *Copper deficiency in ruminants in the Rift Valley of East Africa*. Trop. Anim. Hlth. Prod., 23, 172-180).

⁶La mangrove comprend plusieurs espèces végétales dont *Avicennia marina* utilisée pour l'affouragement des dromadaires soit par pâturage, soit par coupe. La valeur alimentaire de ce fourrage est très insuffisante et qui plus est carencée en minéraux traces essentiels comme le cuivre, le zinc et le manganèse (cf. Faye B., Ratovonahary M., Cherrier R., 1993. *Effet d'un facteur alimentaire sur la pathologie néonatale : résultats d'une enquête rétrospective sur la distribution de mangrove aux chamelons en République de Djibouti*. Rev. Elev. Med. Vét. Pays Trop., 46, 471-478 ; Faye B., 1993. *Mangrove, sécheresse et dromadaires*. Revue Sécheresse, 4, 47-55).

et une source de revenus complémentaires aux populations urbaines et péri-urbaines.

(a) Amélioration du statut sanitaire du cheptel national : programme Pan-Africain de Contrôle des Epizooties - PACE (financement acquis de l'UE, en cours d'exécution).

La protection sanitaire du cheptel, l'accès aux soins vétérinaires et aux médicaments, l'amélioration des compétences vétérinaires du service de l'élevage, le contrôle de la qualité des denrées animales et d'origine animale sont des points essentiels à appuyer pour répondre aux besoins multiformes des populations d'éleveurs les plus en marge du développement sanitaire. Le personnel du service n'a pas bénéficié de formation depuis 1990 et un seul vétérinaire qui assume des tâches de direction est disponible au sein du service de l'élevage. Actuellement, la partie vétérinaire du service de l'élevage comprend 13 personnes pour 14 postes dont 9 seulement sont opérationnels. Cet effectif n'est pas suffisant pour assurer le contrôle et la surveillance des maladies pour une population représentant environ 300000 UBT. Dans le cadre du projet PACE, les actions doivent porter : (i) sur la mise en place des structures de surveillance épidémiologique, (ii) le renforcement des compétences vétérinaires au sein du service, (iii) le développement des structures d'accès aux soins et aux médicaments vétérinaires contribuant ainsi à la sécurisation des populations pastorales et à celle des éleveurs péri-urbains :

- mise en place d'un réseau national d'épidémio-surveillance des maladies animales : l'objectif de ce réseau est de contrôler la situation épidémiologique du cheptel national et de fournir les données permettant de certifier le statut indemne ou non du pays selon la procédure OIE (Office International des Epizooties) vis-à-vis des pays importateurs d'animaux sur pied (pays du Golfe essentiellement). La mise en place d'un tel réseau implique :

- le renforcement des capacités des services vétérinaires par la formation d'auxiliaires de santé dans le secteur pastoral, la mise en place de compétences vétérinaires au sein des sous-directions régionales dans le cadre de la politique de décentralisation, et des formations adaptées pour répondre aux nouveaux besoins du secteur (exportation du bétail sur pied notamment, laboratoire de diagnostic des maladies)
- des équipements pour les postes vétérinaires et du laboratoire vétérinaire afin de donner les moyens de fonctionnement du laboratoire de diagnostic permettant d'activer le réseau d'épidémio-surveillance.
- La mise en place de structures adaptées d'accès aux médicaments vétérinaires par le biais du réseau des auxiliaires de santé selon la méthodologie développée dans plusieurs pays d'Afrique : mise en place de structures conventionnées pour l'achat de médicaments préventifs (traitement antiparasitaire, vaccination) et permettant des soins de base. Ces structures doivent s'accompagner d'une sensibilisation des éleveurs à l'hygiène et à la prévention des principales maladies par des méthodes participatives.

(b) Sécurisation de l'élevage pastoral : programme d'appui à l'élevage pastoral
(financement à rechercher)

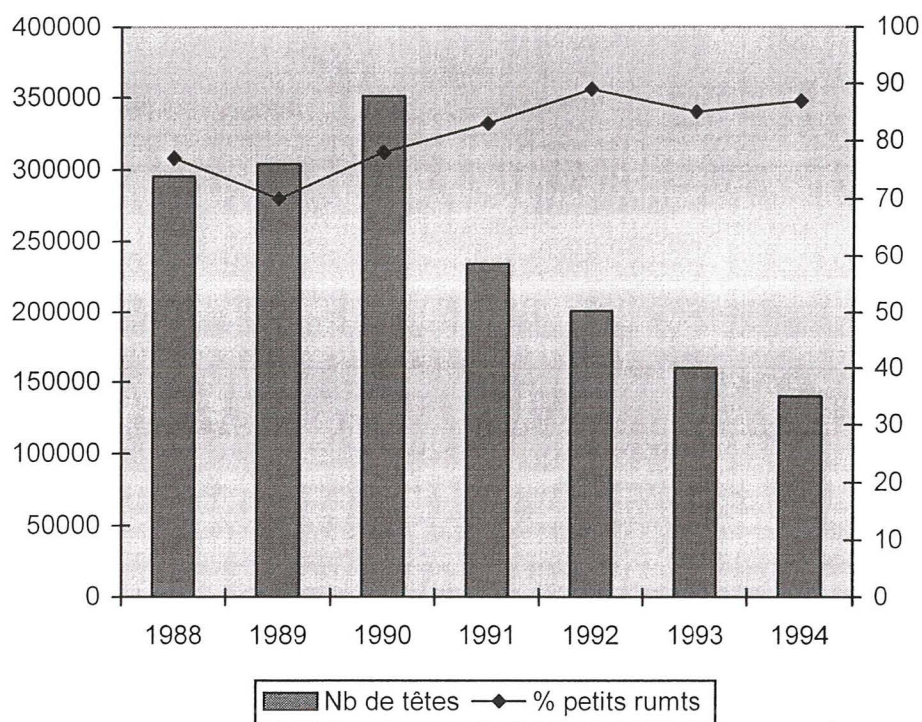
Il s'agit d'un point essentiel de la lutte contre la pauvreté sachant qu'environ un tiers de la population vit dans les zones pastorales avec pour principale activité l'élevage qui représente parfois la seule source de revenus. Cet appui recoupe en grande partie le programme précédent, notamment sur les aspects santé animale. Hormis ces aspects, la sécurisation pastorale s'appuie (i) sur l'amélioration des parcours, (ii) l'hydraulique pastorale, (iii) l'évaluation de la productivité numérique du cheptel, (iv) le développement participatif lié aux actions d'amélioration du cheptel et des ressources. Les actions à mener relèvent des points suivants :

- amélioration du statut sanitaire et nutritionnel du cheptel en zone pastorale⁷ par l'organisation d'un réseau d'auxiliaires de santé (cf. programme précédent) et le développement de l'accès à des compléments alimentaires (aliments pour bétail, pierres à sel pour compenser les carences minérales),
- amélioration des parcours et de l'accès à l'hydraulique pastorale par la gestion participative des points d'eau et la régénération des zones surpâturées et/ou dégradées (cf. le projet Dorra),
- sensibilisation et vulgarisation des techniques pastorales et des soins primaires au bétail dans le cadre de la formation des cadres de l'élevage,
- contribution à l'émergence d'organisations d'éleveurs pour l'intégration des pasteurs dans les circuits de commercialisation du bétail.

(c) Promotion du commerce régional de bétail (financements à rechercher) **(à intégrer dans la partie 3.3.2.3 du document stratégique)**

La situation politique actuelle (instabilité et insécurité politique en Somalie, conflit érythréo-éthiopien) milite pour la promotion du port de Djibouti comme plaque tournante du commerce régional du bétail. Une telle activité, soutenue par l'UA-IBAR, peut avoir un effet stimulant sur le développement économique de la République de Djibouti et est créatrice d'emplois pour une population récemment urbanisée et d'origine pastorale (garde des troupeaux, acheminement des fourrages notamment).

⁷La dernière étude sur ces aspects remonte à 1989 (cf. Faye B., Kamil M., Labonne M., 1990. *Teneur en oligo-éléments dans les fourrages et le plasma des ruminants domestiques en République de Djibouti*. Rev. Elev. Med. Vét. Pays Trop., 43, 364-373 ; Faye B., Mulato C., 1991. *Facteurs de variation des paramètres protéo-énergétiques, enzymatiques et minéraux dans le plasma chez le dromadaire de Djibouti*. Rev. Elev. Med. Vét. Pays Trop., 44, 325-334 ; Faye B., 1990. *Statut nutritionnel du bétail dans la République de Djibouti*. Min. de la Coopération, Paris & Min. de l'Agriculture et du Développement Rural, Djibouti. 111 p.)



Dans le passé, le port de Djibouti jouait un rôle non négligeable (cf. graphique ci-joint) avec près de 350 000 têtes exportées en 1990, mais le conflit politique interne et l'embargo des états importateurs suite aux épizooties de Fièvre de la Vallée du Rift ont diminué dramatiquement les effectifs exportés, ceux-ci tombant à 2000 têtes environ en 2002. Les frais afférents à l'exportation pour le Yémen et l'Egypte sont de 6000 Fd par tête de bovin/camélin et 1210 Fd par tête de petit ruminant. A cela s'ajoutent des frais fixes négociés actuellement. Le développement de cette activité implique :

- le renforcement des infrastructures d'accueil du bétail (centre de quarantaine de grande capacité et centre de transit dans la zone portuaire) en provenance des pays voisins et destiné à la ré-exportation : parcs aménagés, ressources en eau, contrôle sanitaire, harmonisation des procédures réglementaires de certification (via une société internationale agréementée comme la SGS qui prend déjà en charge la certification du marché somalien d'exportation),

- la mise en place d'une structure dimensionnée de production de compléments alimentaires et d'approvisionnement en fourrages pendant le séjour de pré-embarquement,

- la promotion de centres de regroupement du bétail en zones rurales pour le cheptel national destiné au marché intérieur ou à l'exportation,

- l'aménagement des points d'eau le long des voies de convoyage.

(d) Promotion d'un secteur d'élevage marchand en zone péri-urbaine

Djibouti connaît un phénomène semblable à la plupart des villes africaines, à savoir le développement d'une activité agricole (principalement maraîchère) et d'élevage dans la périphérie. Cette activité contribue à l'approvisionnement des centres urbains tout en permettant à des populations sans activité autre que celle de l'agriculture ou de l'élevage d'avoir accès à une activité rémunérée par l'intégration économique au sein de filières rémunératrices (en particulier le lait pour le secteur élevage : un litre de lait se vend 350 Fd). Ces filières à Djibouti sont courtes et peu organisées, mais elles demandent un minimum d'investissement (vache laitière, petit matériel de traite et de transport du lait, moyen de conservation et de conditionnement, moyen de locomotion). Le lait frais produit localement, bien que plus cher que le lait reconstitué à partir de la poudre importée, reste compétitif sur des aspects hors-prix : qualité gustative recherchée pour un produit frais par une population d'origine pastorale dont le goût alimentaire reste très attaché au lait cru. Les actions devraient porter en particulier :

- sur la promotion de petites unités laitières (bovins, camélins) dans la périphérie des villes avec un renforcement de l'encadrement technique sur les aspects alimentation et hygiène des pratiques de traite, de collecte et de transport,

- sur la promotion du petit élevage pour l'approvisionnement urbain sous réserve d'une étude de marché (cuniculiculture, poules pondeuses). Il est probable que le marché du poulet de chair soit fortement concurrencé par les importations de poulet congelé,

- sur le développement d'une production de viande d'animaux jeunes (cabri notamment) du fait du coût élevé de l'alimentation animale qui renchérit le prix de revient d'animaux adultes.

(e) Intégration des activités d'élevage dans la préservation des écosystèmes fragiles (pour mémoire, traité dans la partie « actions transversales »)

CONCLUSION

L'activité d'élevage est un secteur à ne pas négliger dans la lutte contre la pauvreté du fait du rôle joué par cette activité dans la sécurisation alimentaire et économique des populations marginalisées tant en milieu rural qu'en milieu urbain et péri-urbain. De fait, les éléments stratégiques proposés par le secteur élevage visent d'une part à sécuriser les activités pastorales (protection sanitaire du cheptel, développement des ressources hydrauliques et pastorales) et à mieux intégrer les activités d'élevage dans la gestion raisonnée des écosystèmes fragiles, d'autre part à promouvoir une activité marchande dans les systèmes sédentarisés de la périphérie des villes (élevages péri-urbains, intégration agriculture-élevage) et à l'échelle nationale (développement d'une activité d'exportation du bétail régional) assurant ainsi une intégration économique rémunératrice du secteur.

Documents consultés

- Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté. Document anonyme non daté. 57 pages + annexes
- Compte-rendu de la réunion du 15/02/03 sur le commerce du bétail. Service de l'élevage. Document anonyme. 5 p.
- Document DSRP. Secteur primaire (élevage, agriculture et pêche). Document anonyme non daté. 14 pages
- Faye B., 1990. Statut nutritionnel du bétail dans la République de Djibouti. Rapport INRA, Ceyrat, 111 p.
- Faye B., 2001. *Le rôle de l'élevage dans la lutte contre la pauvreté*. Rev. Elev. Méd. Vét. Pays Trop., 54, 231-238.
- Notes succinctes sur l'élevage et le service. Service de l'élevage. Document anonyme, non daté. 9 p.
- Planchenault D., 1989. Développement de l'élevage laitier dans la périphérie de Djibouti et d'autres centres urbains (République de Djibouti). Rapport IEMVT, Maisons-Alfort, 59 p.
- Programme d'action national de lutte contre la désertification (PAN). Document du Ministère de l'agriculture et des forêts, juin 2002, Djibouti, 68 p.
- Projet de développement de l'élevage pastoral dans le Nord-Ouest de la République de Djibouti. Rapport IEMVT, Maisons-Alfort, non daté, 23 p.
- Rapport annuel de la Direction de l'Elevage, 1994. Direction de l'élevage et des pêches, Djibouti, 20 p.

ANNEXES

Annexe 1 - Chapitres intégrés dans le document stratégique de réduction de la pauvreté

Annexe 2 - Calendrier de la mission

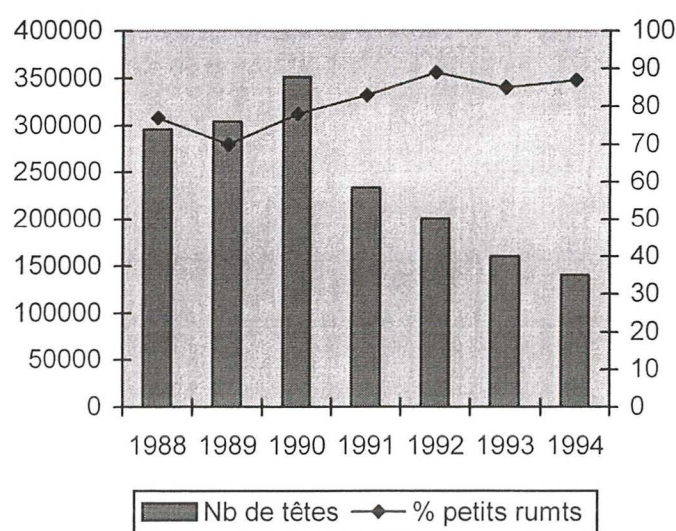
Annexe 3 - Matrice des actions prioritaires 2003/2005

Annexe 1 - Chapitres intégrés dans le document stratégique

Chapitre 3.3.2. Développer de nouvelles sources de croissance

Chapitre 3.3.2.3 Elevage

Les pays de la Corne de l'Afrique possèdent globalement un cheptel considérable. L'Ethiopie dispose du premier troupeau bovin du continent africain et en Somalie, on comptabilise plus de 30 % du cheptel mondial de dromadaires. Mais la situation politique régionale (instabilité et insécurité politique en Somalie, conflit érythréo-éthiopien) milite pour que la république de Djibouti au travers de ses installations portuaires devienne une plaque tournante du commerce régional du bétail. Une telle activité, soutenue par l'UA-IBAR, peut avoir un effet stimulant sur le développement économique de la République de Djibouti et est créatrice d'emplois pour une population récemment urbanisée et d'origine pastorale (garde des troupeaux, acheminement des fourrages notamment, acteurs des services privés et publics chargés des opérations de contrôle et d'embarquement notamment). Dans le passé, le port de Djibouti avait pu jouer un rôle non négligeable (cf. graphique ci-joint) avec près de 350 000 têtes exportées en 1990, mais le conflit politique interne et l'embargo des états importateurs suite aux épizooties de Fièvre de la Vallée du Rift ont diminué dramatiquement les effectifs exportés, ceux-ci tombant à 2 000 têtes environ en 2002. Les conditions aujourd'hui sont favorables pour un développement considérable de cette activité qui implique (1) le renforcement des infrastructures d'accueil du bétail et des capacités de contrôle (centre de quarantaine de grande capacité et centre de transit dans la zone portuaire), (2) la mise en place d'une structure dimensionnée de production de compléments alimentaires et d'approvisionnement en fourrages pendant le séjour de pré-embarquement, (3) la promotion de centres de regroupement du bétail en zones rurales pour le cheptel national destiné au marché intérieur ou à l'exportation, (4) l'aménagement des points d'eau le long des voies de convoyage.



Chapitre 5.2.2. Le développement des services productifs de l'agriculture et de l'élevage

Le deuxième axe vise à soutenir la production et la création de revenus dans les sous-secteurs productifs de l'agriculture et de l'élevage en tenant compte des spécificités des systèmes de production existants (systèmes pastoraux, systèmes intégrés agriculture-élevage en milieux péri-urbains, systèmes irrigués). Cet appui nécessite donc de (1) **Sécuriser les activités pastorales** afin de limiter l'exode rural, maintenir une activité économique dans les zones marginales, préserver l'environnement, (2) Renforcer le rôle de la République de Djibouti comme **place commerciale régionale pour l'exportation du bétail de la sous-région**, afin de stimuler l'emploi dans le secteur et générer des ressources au bénéfice du développement économique du pays, (3) Impliquer l'activité d'élevage dans **la gestion raisonnée des environnements les plus fragiles** à vocation en partie pastorale (forêt du Day, mangroves, lac Abbé), sans la préservation desquels le maintien d'une activité pastorale sera de plus en plus problématique, (4) **Protéger la santé des consommateurs** en renforçant les dispositifs de contrôle de la qualité des produits animaux au bénéfice de la santé publique (5) **Promouvoir un secteur marchand dans le domaine de l'élevage péri-urbain** (lait, petit élevage) incluant notamment la promotion d'un atelier artisanal de production d'aliment du bétail afin d'équilibrer les rations alimentaires des animaux destinés au marché (engraissement, marché laitier) dans des systèmes fortement contraints par la faiblesse des ressources fourragères.

Annexe 2 - Calendrier de la mission

Jeudi 20 février	Départ de Montpellier
Vendredi 21 février	Arrivée à Djibouti Lecture des documents
Samedi 22 février	Réunion de travail à la direction de l'élevage (Moussa Cheick, directeur ; Pascal Vardon, conseiller technique ; Marie-Laure Lajaunie, Banque Mondiale ; Jamar Mohamoud, secrétaire général) Séance de travail avec Moussa Cheick Entretien avec Dr Kamil, ministre de l'agriculture
Dimanche 23 février	Séance de travail avec Moussa Cheick et Abdallah Barkat Séance de travail au ministère de l'Environnement avec Mr Mohammed Moumin (directeur), M.L. Lajaunie et P. Vardon Entretien avec Ibrahim Houmed (laboratoire d'hygiène alimentaire) Visite des jardins d'Ambouli et de Damerjong (élevage laitier). Visite du parc de Nagad (dromadaires d'exportation)
Lundi 24 février	Rédaction des propositions Entretien avec le Ministre de l'agriculture Première restitution avec l'ensemble de la mission Banque Mondiale (secteur primaire)
Mardi 25 février	Séance de travail au service de l'élevage (Dr Moussa Cheick, Abdallah Barkat). Rédaction du document de synthèse (partie élevage) Visite des élevages laitiers de Doralé
Mercredi 26 février	Entretien avec Mr Idi Gndou, chef de la mission Banque Mondiale Entretien avec Ali Ibrahim, responsable de l'abattoir Entretien avec Loïc Duarte, chargé du développement rural au SCAC Séance de restitution à la Primature auprès du secrétaire général du premier Ministre Rédaction du rapport Dîner avec le directeur de l'élevage
Jeudi 27 février	Visite de la région de Hol-Hol avec A. Barkat Dernier entretien à la direction de l'élevage Rédaction du rapport
Vendredi 28 février	Départ pour Montpellier

ANNEXE 3. MATRICE DES ACTIONS PRIORITAIRES 2003 / 2005

OBJECTIFS / STRATEGIES	MESURES	COUT TOTAL (US\$)	COUT A RECHERCHER			OBSERVATIONS
			2003	2004	2005	
ACTIONS TRANSVERSALES : Agriculture, Elevage et Pêche Sécurité alimentaire	Programme Spécial pour la Sécurité Alimentaire 1^{ère} phase - Intensification des cultures fourragères - diversification agricole - maîtrise de l'eau - Coopération Sud-Sud avec le Maroc	4 215 908	2 100 000	1 050 000	1 065 908	Financement acquis: BID et FAO Don : 400 000 Prêt : 1 7 Coop Sud-Sud : en cours de préparation avec le Maroc dans le domaine de l'agriculture oasisienne
	Etude des Risques de contamination de la chaîne alimentaire du bétail à l'homme - Identification des risques de contamination des produits animaux - évaluation des impacts en termes de santé publique (consommation humaine et animale) - développement des procédures de contrôle	50 000		50 000		Financement recherché Etude ponctuelle
	Projet de développement intégré rural dans les six districts (PDR) (agriculture, élevage et pêche) - appui à la mise en place de petites unités intégrant l'agriculture-élevage dans le péri-urbain - infrastructures d'irrigation - appui à l'organisation des fournitures d'intrants pour l'agriculture, l'élevage et la pêche - appui à la promotion d'organisations de producteurs	5 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	Financement recherché Projet de développement intégré prévu dans le cadre de la décentralisation afin de favoriser le développement local. Projet sur 5 ans

OBJECTIFS / STRATEGIES	MESURES	COUT TOTAL (US\$)	COUT A RECHERCHER			OBSERVATIONS
			2003	2004	2005	
ACTIONS TRANSVERSALES : Agriculture, Elevage et Pêche Améliorer l'efficacité des services de l'administration	Projet d'appui institutionnel <ul style="list-style-type: none"> - mise en place des sous-directions régionales du développement rural - service central de statistiques agricoles - centre de formation agricole et pastorale (locaux) - Documentation (locaux et équipements) - Réhabilitation des locaux du MAEM 	1 640 000	820 000	820 000		Requête auprès de la BAD, en cours d'étude par la BAD
	Projet de formation des cadres techniques du MAEM <ul style="list-style-type: none"> - formation aux techniques d'élevage en milieu péri-urbain - formation dans le domaine de la qualité et le diagnostic de laboratoire - formation dans le domaine de la certification, réglementation - appui au CERD (zootechnie) 	1 000 000	200 000	200 000	200 000	Financement à rechercher
ACTIONS TRANSVERSALES : Agriculture, Elevage et Pêche Améliorer l'accès aux facteurs de production	Projet de micro-finance rurale <ul style="list-style-type: none"> - création de caisses locales de micro-finances - micro-crédit - épargne 	3 500 000	350 000	350 000	350 000	Projet s'inscrivant sur une durée de 10 ans Financement acquis : FIDA (prêt) En cours d'exécution (démarrage fin 2002)
ACTIONS TRANSVERSALES : Agriculture, Elevage et Pêche Lutte contre la désertification	Mise en œuvre du PAN <ul style="list-style-type: none"> - action pilote de reboisement et de régénération des pâturages - sensibilisation à la gestion durable des parcours et aménagement des ressources en eau - réhabilitation des infrastructures d'hydraulique pastorale 	1 000 000	100 000	200 000	200 000	PAN : Programme d'Action National de lutte contre la désertification (2001) Financement à rechercher

OBJECTIFS / STRATEGIES	MESURES	COUT TOTAL (US\$)	COUT A RECHERCHER			OBSERVATIONS
			2003	2004	2005	
ACTIONS TRANSVERSALES : Agriculture, Elevage et Pêche Biodiversité et développement local	Projet intégré d'aménagement et de gestion de la forêt du DAY <ul style="list-style-type: none"> - projet de mise en défens de 3 périmètres démonstratifs (régénération forestière naturelle) et réhabilitation de citernes enterrées 	120 000	60 000	60 000		Financement acquis (Don Coopération Française) sur fonds de réhabilitation des zones touchées par le conflit interne (FSD), suite aux accords de concorde civile de 2001 – Action en cours d'exécution
	<ul style="list-style-type: none"> - réactualisation de l'étude générale d'aménagement intégré de 1993 	100 000	100 000			Financement recherché : requête auprès de la FAO et de la BAD
	<ul style="list-style-type: none"> - Conservation de la biodiversité et gestion durable de la forêt du DAY 	100 000			100 000	Financement recherché : requête auprès du FEM (GEF)
	Aménagement intégré des zones frontalières éthio-djiboutiennes du Lac Abbé au Mt Moussa Ali <ul style="list-style-type: none"> - conservation des sols et biodiversité 	300 000		300 000		Projet en cours avec le GEF, interrompu pour l'instant – Réalisé de concert avec le Ministère de l'environnement
	<ul style="list-style-type: none"> - gestion des parcours et pastoralisme : impact de l'élevage - gestion des ressources en eau - gestion partagée du territoire par les activités humaines 	400 000		200 000	200 000	Projet intégrant les enjeux de l'élevage, de déforestation, de biodiversité et d'écotourisme Financement à rechercher – Réalisé de concert entre la Direction de l'Environnement et le Service de l'Agriculture et des Forêts
Sous total		17 425 908	4 730 000	4 230 000	3 115 908	

OBJECTIFS / STRATEGIES	MESURES	COUT TOTAL	COUT A RECHERCHER			OBSERVATIONS
			2003	2004	2005	
ELEVAGE Développement de l'élevage	Programme Pan-Africain de Contrôle des Epizooties (PACE) - mise en place d'un réseau national de surveillance des maladies animales - renforcement des capacités des services vétérinaires - équipements du laboratoire vétérinaire - structures d'accès aux médicaments vétérinaires	689 000	170 000	60 000		Financement acquis (Don Union Européenne) En cours d'exécution (commencé en 2001)
	Programme de sécurisation de l'élevage pastoral - santé animale ; formation d'auxiliaires et accès à une complémentation alimentaire (aliments du bétail, complément minéral) - amélioration des parcours et de l'accès à l'hydraulique pastorale - recensement du cheptel - sensibilisation et vulgarisation - appui à l'émergence d'organisations des éleveurs	900 000	300 000	300 000	300 000	Financement à rechercher En liaison avec le programme d'hydraulique pastorale
	Projet de promotion du commerce régional du bétail - marché intérieur : centres de regroupement du bétail en zones rurales - exportation (bétail de Djibouti – Ethiopie et Somalie) : parcs à bétail, contrôle sanitaire, harmonisation des procédures réglementaires de certification - Unité de production d'aliment du bétail et de complément minéral	4 000 000	500 000	500 000	500 000	Financement à rechercher
	Promotion de l'élevage péri-urbain - Promotion de petites unités laitières - Promotion du petit élevage (petits ruminants, poules pondeuses, lapins) - viande (animaux jeunes)	300 000	100 000	150 000	50 000	Financement à rechercher
	Sous-total	5 889 000	1 070 000	1 010 000	850 000	

OBJECTIFS / STRATEGIES	MESURES	COUT TOTAL US\$	COUT A RECHERCHER			OBSERVATIONS
			2003	2004	2005	
AGRICULTURE Augmentation des surfaces cultivées	Projet d'aménagement intégré du bassin versant de l'oued Ambouli	Pm				Projet inclus dans le programme Eau
	Création d'un périmètre hydro-agricole dans la plaine de Hanlé (50 ha)	508 000	108 000	200 000	200 000	8 ha en 1 ^{ère} tranche essais de pompage sur les forages extension de 42 ha en 2 ^{nde} tranche Financement à rechercher
	Réhabilitation et Privatisation des jardins administratifs (10)	500 000	150 000	200 000	150 000	Mis en concession partielle. Les loyers pourraient servir à financer le fonctionnement du centre de formation agricole du PK20
AGRICULTURE Développement du savoir-faire agricole	Centre de formation agro-pastoral du PK20	600 000	300 000	200 000	100 000	Financement à rechercher
	- remise en état du centre de formation - création du ferme pilote					Opération complémentaire au projet institutionnel soumis à la BAD
	Vulgarisation agricole	300 000	100 000	100 000	100 000	Financement à rechercher
AGRICULTURE Evaluation des productions	Statistiques agricoles	150 000	50 000	50 000	50 000	Opération complémentaire au projet institutionnel soumis à la BAD
	- collecte des données sur des exploitations types					Opérateur : Service de l'Agriculture et des Forêts Financement à rechercher
Sous-total		2 058 000	708 000	750 000	600 000	
TOTAL		25 372 908	6 508 000	5 990 000	4 565 908	

OBJECTIFS / STRATEGIES	MESURES	COUT TOTAL	COUT A RECHERCHER			OBSERVATIONS
			2003	2004	2005	
PECHE						
PECHE						